



EN CE MOMENT :

CREDIT CONSO

NOS CONSEILS BOURSIERS

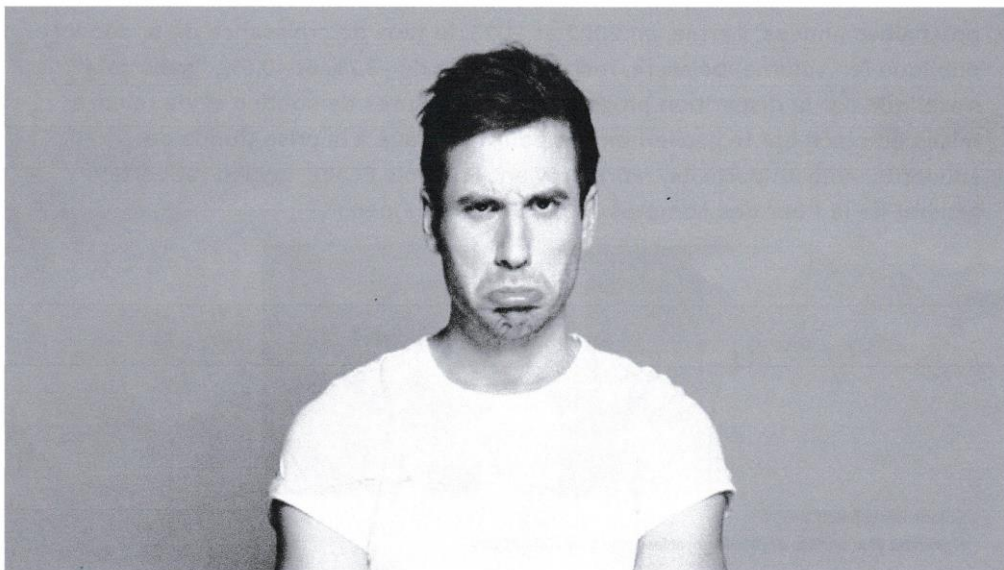
LE GUIDE DE L'IMPÔT

VOTRE ARGENT

Pourquoi vos impôts ne sont pas prêts de diminuer

FINANCES PUBLIQUES

+ SUIVRE CE SUJET



Robert Recker / Getty images

Le gouvernement anticipe une stabilisation de la dette publique à 117% du PIB à l'horizon 2027. Mais pour y arriver, aucune baisse des prélèvements obligatoires n'est envisagée pour les contribuables et le rythme de croissance de la dépense publique devra être très modéré.

Écrit par Jean-Victor Samama



Toutes nos dernières actus dans votre boîte mail

Recevez notre newsletter ARGENT



Fil d'infos



Vidéos



Devises



Services

centaines de milliards d'euros pour soutenir l'économie. Dans ces circonstances, du côté des contribuables, pas la peine d'imaginer une baisse significative des prélèvements obligatoires dans les prochaines années. Elle ne devrait pas se produire. C'est que souligne, sans l'écrire noir sur blanc, le rapport préparatoire au débat d'orientation des finances publiques, dévoilé en cette fin de semaine par le gouvernement. Un document budgétaire qui s'inscrit dans l'élaboration par l'exécutif du projet de loi de finances pour 2022, lequel sera débattu au Parlement à l'automne.

Au sein de ce rapport, un tableau précisant la trajectoire des finances publiques - avec les derniers chiffres actualisés - jusqu'en 2027 permet en un coup d'oeil de se rendre compte du défi financier que la France devra relever dans les prochaines années. Certes, en 2022 et 2023, le taux de croissance de la dépense publique (en volume) baissera, respectivement de -3,7% et -0,5%, "mais cela s'explique par la disparition progressive des mesures de soutien et de relance mises en place par le gouvernement pour faire face à la crise (fonds de solidarité, activité partielle, *ndlr*), prévient François Ecalte, ancien rapporteur général de la Cour des comptes et président de Fipeco*.



Soldes Darty jusqu'à -50%

N'attendez plus, profitez d'offres incroyables jusqu'à -50% chez Darty !

 DARTY

Toutes nos dernières actus dans votre boîte mail

Recevez notre newsletter ARGENT

 Fil d'infos

 Vidéos

 Devises

 Services

Rapport sur l'évolution de l'économie nationale et sur les orientations des finances publiques, préparatoire au débat d'orientation des finances publiques - Juin 2021

Encadré n°6 – Trajectoire de finances publiques actualisée post-PLFR1

	Exécutif on 2019	Exécution 2020	PLFR I 2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Solde public effectif	-3,1	-9,2	-9,4	-5,3	-4,4	-3,9	-3,5	-3,2	-2,8
Dépense publique (hors crédits d'impôts)	53,8	61,0	60,6	56,0	54,8	54,2	53,8	53,4	53,1
Taux de croissance de la dépense (en volume)	1,9	6,9	3,6	-3,7	-0,5	0,5	0,4	0,5	0,7
Hors urgence et relance		1,3	2,1	1,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7
Taux de prélèvements obligatoires	43,8	44,5	43,3	43,3	43,4	43,6	43,7	43,7	43,7
Dette publique	97,6	115,1	117,2	115,7	117,2	118,0	118,3	118,2	117,7

Rapport préparatoire au débat d'orientation des finances publiques

Surtout, l'exécutif anticipe une progression de la dépense (en volume) comprise entre 0,4% et 0,7% sur les années 2024 à 2027. Un taux faible qui paraît difficile à tenir pour l'expert. "Il va falloir faire de gros efforts, à l'instar de ceux réalisés sur la période 2011-2019, où l'on a par exemple gelé le point d'indice des fonctionnaires, repoussé l'âge minimal de départ à la retraite, réduit les dotations aux collectivités locales", analyse François Ecalé.

Pas de baisse d'impôt prévue

Dans ces conditions, impensable d'imaginer une mesure forte de baisse d'impôt... D'ailleurs, le gouvernement de Jean Castex ne l'envisage pas dans sa prévision budgétaire. En témoigne, le taux de prélèvements obligatoires qui reste très stable jusqu'en 2027, aux alentours de 43,7% du produit intérieur brut (PIB). Pas de quoi donc redonner le moral aux ménages, alors que la crise sanitaire et économique n'est même pas terminée.

Toutes nos dernières actus dans votre boîte mail

Recevez notre newsletter ARGENT

Fil d'infos

Vidéos

Devises

Services

>> **À lire aussi - La dette publique atteint un record historique en France, le critère de Maastricht largement dépassé**

De plus, tous ces efforts à venir ne serviront, en définitive, qu'à stabiliser la dette publique à 117% du PIB. Réduire la dette n'est pas envisageable. Sur ce point, le gouvernement confirme **l'analyse récente** de la Cour des comptes. À un an de l'élection présidentielle, les ménages sont prévenus : il n'y a pas de marge financière.

*Site d'information sur les finances publiques (Fipeco.fr)

>> **Notre service - Faites des économies en testant notre comparateur de crédit à la consommation**

En savoir plus : **IMPÔTS**

© CAPITAL

Débat des lecteurs

● 21 en ligne

Le niveau des prélèvements obligatoires est-il trop élevé en France ?

OUI

NON

733 votes



Claude Bourlier

Niveau

OUI

Il y a 7 mois

Le niveau des prélèvements obligatoires est beaucoup trop important en France. Il faut diminuer toutes les aides sociales, les allocations familiales, ...**Lire plus**

Lire 179 arguments Oui

Toutes nos dernières actus dans votre boîte mail

Recevez notre newsletter ARGENT

Fil d'infos

Vidéos

Devises

Services